



CHAPITRE 21

Loi concernant la réglementation du transport routier

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 16, remp.

1. Le chapitre 16 des Statuts refondus de 1941, remplacé par l'article 1 de la loi 9 George VI, chapitre 21, et modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 27, est remplacé par le suivant:

CHAPTER 21

An Act respecting the regulation of highway transportation

[Assented to, the 10th of March, 1949]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Chapter 16 of the Revised Statutes of 1941, replaced by section 1 of the act 9 George VI, chapter 21, and amended by section 1 of the act 11 George VI, chapter 27, is replaced by the following:

R.S., c. 16, replaced.

" CHAPITRE 16

LOI CONCERNANT LE TRANSPORT ROUTIER

Titre abrégé.

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi de la Régie des transports*.

Interprétation:

"régie";

"propriétaire";

"entreprise de transport";

"2. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

1° "régie": la Régie des transports;

2° "propriétaire": toute personne, société ou corporation et leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs, séquestres ou syndics, qui exploitent, administrent ou contrôlent une entreprise de transport au sens de la présente loi;

3° "entreprise de transport": une entreprise

a) de transport par autobus, taxis ou véhicules de livraison, au sens de la Loi des véhicules automobiles (chapitre 142);

" CHAPTER 16

AN ACT RESPECTING HIGHWAY TRANSPORTATION

"1. This act may be cited as the *Transportation Board Act*.

Short title.

"2. In this act, the following expressions mean:

1. "Board": the Transportation Board; "Board";

2. "Owner": every person, partnership, or corporation, and their lessees, trustees, liquidators, sequestrators or receivers thereto, operating, administering or controlling a transportation service within the meaning of this act;

3. "Transportation service": any service

a. for transportation by autobus, taxi or delivery car, within the meaning of the Motor Vehicles Act (Chap. 142);

Interpretation:

"Board";

"Owner";

"Transportation service";

b) de location, au public, de véhicules automobiles conduits par les locataires ou leurs préposés.

b. for the leasing to the public of motor vehicles driven by the persons leasing such vehicles or their appointees.

CONSTITUTION DE LA RÉGIE

CONSTITUTION OF THE BOARD

Régie instituée. "3. Un organisme de surveillance et de contrôle des entreprises de transport définies à l'article 2 est institué sous le nom de "Régie des transports".

"3. A body for the supervision and control of the transportation services defined in section 2 is instituted under the name of "Transportation Board". **Board instituted.**

Composition. Il est composé de trois régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil; celui-ci fixe leur traitement, qui ne doit pas excéder annuellement dix mille dollars quant au président et huit mille cinq cents dollars quant aux autres régisseurs.

It shall be composed of three controllers, one of whom shall be president and another vice-president, to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council; the latter shall fix their remuneration, which shall not exceed ten thousand dollars per annum in the case of the president and eight thousand five hundred dollars per annum in the case of the other controllers. **Composition.**

Vacances. La régie n'est pas dissoute par suite de vacances parmi les régisseurs.

The Board shall not be dissolved by reason of a vacancy among the controllers. **Vacancies.**

Siège social. "4. La régie a son siège social à Québec; elle peut avoir des bureaux à tout autre endroit de la province que désigne le procureur général, sur recommandation du président.

"4. The Board shall have its corporate seat in the city of Quebec; it may have offices at any other places in the Province designated by the Attorney-General, upon the recommendation of the president. **Corporate seat.**

Séances. "5. La régie tient ses séances à tout endroit de la province où l'exige l'expédition de ses affaires.

"5. The Board shall hold its meetings at any place in the Province required for the transaction of its business. **Meetings.**

Audition. L'audition de toutes les matières soumises à la régie a lieu devant au moins deux régisseurs.

The hearing of any matter submitted to the Board shall take place before at least two controllers. **Hearing.**

Endroit des séances. "6. Lorsque la régie siège au chef-lieu d'un district judiciaire, le shérif de ce district est tenu de mettre à sa disposition un local convenable pour y tenir ses séances.

"6. Whenever the Board sits at the chief place of a judicial district, the sheriff of such district shall be bound to place at its disposal suitable quarters for the holding of its sittings. **Quarters for sittings.**

Idem. Dans tout autre endroit où elle siège, elle peut se servir gratuitement de la salle d'audience où siège les cours provinciales.

In any other place where it sits, it may have free use of the court room in which the courts of the Province sit. **Idem.**

Rapport. "7. La régie, ou son président, peut autoriser un régisseur à lui faire un rapport sur toute matière relevant de la compétence de la régie; ce régisseur a alors tous les pouvoirs de deux régisseurs siégeant ensemble, pour recevoir les témoignages et obtenir les renseignements nécessaires à la préparation de ce rapport.

"7. The Board, or its president, may authorize a controller to report to it or to him upon any matter within the jurisdiction of the Board; such controller shall then have all the powers of two controllers, sitting together, to take evidence and obtain the information necessary to prepare such report. **Report.**

Pouvoirs du vice-président. "8. Le vice-président exerce les pouvoirs du président au cas d'absence ou

"8. The vice-president shall exercise the powers of the president, in the case of **Powers of vice-president.**

- d'incapacité d'agir de ce dernier ou de vacance dans sa charge.
- Vote.** Les régisseurs, y compris le président, décident à la majorité des voix; s'il y a égalité, le président a voix prépondérante.
- Questions de droit.** L'opinion du président prévaut sur toutes questions de droit.
- Services exclusifs.** "9. Les régisseurs doivent s'occuper exclusivement du travail de la régie et des devoirs de leur office; ils ne doivent exercer aucune autre profession, ni remplir aucune autre fonction.
- Intérêts prohibés.** "10. Il n'est permis à aucun régisseur, officier ou employé de la régie, sous peine de déchéance de sa charge, d'avoir un intérêt quelconque, direct ou indirect, dans une entreprise de transport.
- Restriction.** Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.
- Employés.** "11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour aider les régisseurs, un secrétaire, des techniciens, des comptables, des commis et tous autres employés qu'il juge nécessaires, et fixer leur rémunération.
- Services temporaires.** "12. Le procureur général peut autoriser la régie à retenir, à titre temporaire et aux conditions qu'il détermine, les services d'autres personnes que ses employés réguliers.
- the absence or inability of the latter to act, or of a vacancy in the function.
- The controllers, including the president, shall decide by a majority vote; if there be a tie, the president shall have a casting vote.
- The president's opinion shall prevail on any question of law.
- "9. The controllers must devote all their time to the work of the Board and the duties of their office; they shall not exercise any other profession nor fulfil any other function.
- "10. No controller, officer or employee of the Board may, under penalty of forfeiture of his office, have any interest whatsoever, direct or indirect, in any transportation service.
- However, such forfeiture shall not take place if such interest devolves by succession or gift, provided that he renounces thereto or disposes thereof with all possible dispatch.
- "11. The Lieutenant-Governor in Council may appoint, to assist the controllers, a secretary, technicians, accountants, clerks, and all other employees which he deems necessary and fix their remuneration.
- "12. The Attorney-General may authorize the Board to retain, temporarily and on such conditions as he may determine, the services of persons other than its regular employees.

RECOURS PROHIBÉS

- Immunité.** "13. Les régisseurs, le secrétaire, les officiers et les employés de la régie ne peuvent être recherchés en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

POUVOIRS DE LA RÉGIE

- Pouvoirs.** "14. La régie a un pouvoir général de surveillance et de contrôle des entreprises de transport.
- Pouvoir d'enquête, etc.** "15. La régie, toute personne spécialement autorisée par celle-ci et tout régis-

PROHIBITED RECOURSES

- "13. The controllers, the secretary, officers and employees of the Board cannot be prosecuted for any official act performed in good faith in the exercise of their functions.

POWERS OF THE BOARD

- "14. The Board shall have a general power of supervision and control of transportation services.
- "15. The Board, any person specially authorized by it and any controller de-

seur désigné par le président peuvent inventorier les biens des propriétaires d'entreprises de transport et faire des enquêtes sur la structure financière, les méthodes de comptabilité, les taux, recettes, profits, salaires et en général les affaires de ces entreprises.

Préséance.

Toute enquête de cette nature prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil a préséance sur les autres et doit être conduite avec toute la célérité possible.

Dispositions applicables.

"16. Les articles 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 18 de la Loi des commissions d'enquête (chapitre 9) s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces enquêtes.

Serment.

Quand elles sont faites par une personne autre qu'un régisseur, celle-ci doit prêter le serment prévu par l'article 3 de la dite loi.

Pouvoirs des enquêteurs.

"17. Tout enquêteur peut, chaque jour non férié, entre huit heures du matin et six heures du soir,

a) visiter tout immeuble d'un propriétaire d'entreprise de transport;

b) examiner les livres, plans, devis et autres pièces se rapportant à cette entreprise;

c) y apporter et utiliser les instruments nécessaires à ses recherches et se servir de ceux qui s'y trouvent.

Prix et taux.

"18. Les prix et les taux exigés par un propriétaire d'entreprise de transport doivent être justes et raisonnables.

Liste.

Il doit fournir à la régie, avant de commencer ses opérations et chaque fois qu'elle le requiert, la liste de ses prix et de ses taux, ainsi qu'une copie de ses classifications, règlements, formules de contrat et autres documents et renseignements qu'elle exige.

Modification.

"19. La régie peut, après enquête, de sa propre initiative ou à la requête d'une partie intéressée, modifier les prix et les taux exigés par tout propriétaire d'une entreprise de transport, de manière à les rendre justes et raisonnables.

Autres prix, etc., prohibés.

Il est illégal pour un propriétaire d'exiger ou de recevoir d'autres prix ou taux que ceux dont il a produit la liste ou qui ont été fixés par ordonnance de la régie.

signated by the president may make an inventory of the assets of owners of transportation services and may make investigations with respect to the financial structure, methods of bookkeeping, rates, receipts, profits, salaries and in general the business of such services.

Any such investigation ordered by the Lieutenant-Governor in Council shall have precedence over all others and must be conducted with all possible dispatch.

"16. Sections 6, 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 18 of the Public Inquiry Commission Act (Chap. 9) shall apply, *mutatis mutandis*, to such investigations.

When they are conducted by a person other than a controller, such person shall take the oath provided in section 3 of the said act.

"17. Any controller may, on every juridical day, between eight o'clock in the morning and six o'clock in the evening,

a. visit all buildings of the owner of a transportation service;

b. examine the books, plans, specifications and other documents relating to such service;

c. bring with him and utilize the instruments necessary for his searches and use those found on the premises.

"18. The prices and rates charged by any owner of a transportation service must be fair and reasonable.

He shall furnish to the Board, before starting his operations, and every time the Board requires him to do so, a list of his prices and rates, together with a copy of his classifications, regulations, contract forms, and other documents and information which the Board may require.

"19. The Board may, after investigation on its own initiative or at the request of any interested party, change the prices or rates charged by any owner of a transportation service, so as to render them fair and reasonable.

It shall be illegal for an owner to charge or receive prices or rates other than those of which he has produced the list, or which have been fixed by an ordinance of the Board.

Recouvrement.	Tout montant payé en sus de ces prix ou taux peut être recouvré par celui qui l'a payé ou ses ayants droit, nonobstant toute convention ou stipulation contraire.	Any amount paid in excess of such prices may be recovered by the person who paid it, or by his assigns, notwithstanding any agreement or stipulation to the contrary.	Recovery.
Conditions abusives.	"20. A la requête de toute partie intéressée, la régie peut annuler ou modifier tout contrat ou règlement relatif à une entreprise de transport, si la partie requérante établit que les conditions de ce contrat ou de ce règlement sont abusives.	"20. At the request of any interested party, the Board may cancel or modify any contract or regulation respecting a transportation service, if the petitioner establishes that the conditions of such contract or of such regulation are abusive.	Abusive conditions.
Pouvoirs additionnels.	"21. La régie peut en outre a) imposer aux propriétaires d'entreprises de transport l'obligation d'adopter toute mesure ou réforme propre à améliorer leur service; b) réglementer les conditions de salubrité et de sécurité de ces entreprises.	"21. The Board may, in addition a. impose upon the owners of public services the obligation of adopting transportation measure or reform tending to improve their services; b. regulate conditions as to health and security in such services.	Additional powers.
Décision.	"22. La régie, dans les matières de sa compétence et dans les limites de ses pouvoirs, décide toute question qui lui est soumise et peut émettre toute ordonnance qu'elle juge appropriée.	"22. The Board, in matters within its authority and the limits of its powers, shall decide any question submitted to it and may issue any ordinance which it deems expedient.	Decision.
Adjudication.	Elle adjuge, à sa discrétion, sur les dépenses de ses enquêtes et sur les frais des instances qui lui sont soumises et de l'exécution de ses ordonnances.	It shall adjudicate at its discretion upon the expenses of its investigations and on the costs of the cases submitted to it and of the execution of its ordinances.	Adjudication.
Décisions finales.	Les décisions de la régie sur des questions de faits sont définitives.	The decisions of the Board, on questions of fact, shall be final.	Decisions final.
Extension de service.	"23. La régie a juridiction pour contraindre tout propriétaire d'entreprise de transport à étendre son service et fixer les conditions de cette extension.	"23. The Board shall have exclusive jurisdiction to oblige any owner of a transportation service to extend his service and to fix the conditions of such extension.	Extension of service.
Contestations.	"24. Elle a également juridiction pour entendre et décider toute contestation qu'un propriétaire d'entreprise de transport et une corporation municipale ou tout autre corps public conviennent de lui soumettre relativement à l'exploitation d'une telle entreprise.	"24. It shall also have exclusive jurisdiction to hear and decide any contestation which an owner of a transportation service and a municipal corporation or any other public body may agree to submit to it, with respect to the operation of such service.	Contestations.
Ordonnances.	"25. Dans l'exercice de son droit de surveillance sur les entreprises de transport, la régie peut rendre des ordonnances concernant la qualité du service, les horaires pour service d'autobus, l'agencement des voitures, les accessoires et autres appareils, les parcours, rapports, conditions et pratiques suivies relativement aux prix, aux taux et à toute autre matière de la compétence de la régie.	"25. The Board, in the exercise of its right of supervision over transportation services, may make ordinances respecting the quality of the service, time-tables for autobus services, equipment of vehicles, accessories and other apparatus, routes, reports, conditions and practices followed respecting prices and rates, and any other matters within the jurisdiction of the Board.	Ordinances.

- Fins.** "26. La régie peut rendre des ordonnances pour assurer la sécurité et l'avantage du public et l'exécution de tout contrat ou franchise comportant l'usage de la propriété ou de droits publics. "26. The Board may make ordinances to assure the security and welfare of the public and the performance of any contract or franchise involving the use of public property or rights.
- Autos-neige.** "27. Elle peut, par ordonnance, décréter que les autos-neige agencés pour le transport de plus de sept personnes et de moins de treize seront considérés comme des taxis au sens de la Loi des véhicules automobiles (chapitre 142). "27. It may, by ordinance, decree that snowmobiles arranged for the conveyance of more than seven persons and of less than thirteen shall be considered as taxis within the meaning of the Motor Vehicles Act (chapter 142).
- Revision, etc.** "28. La régie peut en tout temps d'office ou à la demande d'une partie intéressée, reviser, modifier ou annuler ses ordonnances. "28. The Board may at any time, on its own motion or on the application of any interested party, revise, amend or repeal its ordinances.
- Exercice de certains pouvoirs.** "29. Les pouvoirs de réglementation prévus par les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 68 de la Loi des véhicules automobiles (chapitre 142) sont exercés par la régie. "29. The regulating powers provided by subsections 3, 4 and 5 of section 68 of the Motor Vehicles Act (chapter 142) shall be exercised by the Board.

OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES

OBLIGATIONS OF OWNERS

- Autorisation.** "30. Aucun propriétaire ne peut commencer l'exploitation d'une entreprise de transport en cette province à moins d'avoir obtenu de la régie une autorisation à cette fin. "30. No owner may begin the operation of a transportation service in this Province, without having obtained from the Board an authorization for such purpose.
- Contenu.** L'autorisation doit indiquer les conditions que la régie juge utiles ou nécessaires à la protection des droits des usagers du service et des intérêts du public. The authorization must state the conditions which the Board deems useful or necessary for the protection of the rights of the users of such service and of the public interest.
- Modification.** "31. La régie peut en tout temps annuler une autorisation ou la modifier à la suite du changement des conditions qui existaient lors de son émission ou lorsqu'elle le juge à propos dans l'intérêt public. "31. The Board may, at any time, annul an authorization or modify it, following a change in the conditions which existed at the time of the granting thereof, or whenever it deems it expedient in the public interest.
- Autorisation requise.** "32. Un propriétaire d'entreprise de transport visée par le sous-paragraphe a du paragraphe 3° de l'article 2 doit obtenir l'autorisation préalable de la régie pour cesser ou interrompre ses opérations ou pour étendre ou modifier son entreprise. "32. Every owner of a transportation service coming under subparagraph a of paragraph 3 of section 2 must obtain the prior authorization of the Board to cease or interrupt his operations or to extend or modify his service.
- Restrictions.** "33. Les dispositions des articles 30, 31 et 32 ne s'appliquent pas dans le cas de transport "33. The provisions of sections 30, 31 and 32 shall not apply in the case of the conveyance

a) par taxi, à prix fixe pour une course ou par jour;

b) par taxi, à prix fixe pour chaque voyageur quand la distance parcourue est de moins de quinze milles, pourvu qu'aucune autorisation n'ait été accordée, sur ce parcours, à une entreprise de transport par autobus;

c) par autobus ou taxi appartenant à un hôtelier, utilisé uniquement pour le transport des voyageurs fréquentant son hôtel, entre celui-ci et une gare ou un débarcadère, dans la même localité ou dans une localité voisine;

d) par un véhicule automobile utilisé, sous le contrôle de commissaires ou de syndics d'écoles, uniquement pour le transport d'écoliers et d'instituteurs à leurs écoles;

e) de matériaux pour la construction ou l'entretien de chemins publics;

f) de bois brut ou scié mais non assemblé;

g) de sable, terre, gravier ou pierre des champs;

h) de bestiaux ou d'autres produits de la ferme, par un syndicat coopératif agricole ou par une société coopérative agricole, pour le compte de ses membres.

a. by taxi, for a fixed price for a trip or per day;

b. by taxi, for a fixed price per passenger when the distance travelled is less than fifteen miles, provided no authorization has been granted over such route to a transportation service by autobus;

c. of passengers in an autobus or taxi belonging to an hotel-keeper, used solely for the conveyance of travellers who patronize his hotel, between such hotel and a station or landing-place, within the same locality or in a neighbouring locality;

d. by a motor vehicle used, under the control of school commissioners or trustees, solely for the transportation of school children and teachers to their schools;

e. of materials for the construction or repair of public roads;

f. of rough or sawn, but unjointed lumber;

g. of sand, earth, gravel or field stone;

h. of cattle or other farm products, by an agricultural cooperative syndicate, or by an agricultural cooperative society, for the benefit of its members.

Obligations.

"34. Tout propriétaire d'entreprise de transport est tenu, dans l'exploitation de son entreprise, d'observer les conditions et prescriptions édictées par la régie.

"34. Every owner of a transportation service is bound, in the operation of his service, to observe the conditions and prescriptions enacted by the Board.

Fusion, etc.

"35. Toute fusion, vente ou cession d'entreprise de transport doit être préalablement approuvée par la régie, sous peine de nullité.

"35. Any merger, sale or transfer of any transportation service must be previously authorized by the Board, under pain of being null.

Échange de service.

"36. Lorsqu'un propriétaire d'entreprise de transport s'adresse à la régie pour obtenir l'échange d'un service avec un autre propriétaire d'une entreprise similaire, elle peut rendre, à cette fin, l'ordonnance qu'elle juge d'intérêt public, déterminer la compensation et fixer les autres conditions de l'échange.

"36. When an owner of a transportation service applies to the Board to obtain the exchange of a service with another owner of a similar service, it may make, for such purpose, such ordinance as it may deem to be in the public interest, determine the compensation and fix the other conditions for this exchange.

RÉMUNÉRATIONS ET DÉPENSES

REMUNERATION AND EXPENSES

Dépenses.

"37. Les dépenses de la régie, ainsi que les traitements, salaires et gages des régisseurs et des personnes mentionnées

"37. The expenses of the Board, as well as the remuneration, salaries and wages of the controllers and of the persons

aux articles 11 et 12 sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

mentioned in sections 11 and 12, shall be paid out of the consolidated revenue fund.

DROITS ET HONORAIRES

DUTIES AND FEES

Tarifs de droits, etc. "38. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des tarifs d'honoraires et de droits payables à la régie sur les matières qui lui sont soumises et les procédures faites devant elle.

Transmission. Dès qu'ils sont perçus, ces honoraires et droits sont transmis au trésorier de la province pour être versés au fonds consolidé du revenu.

Tariffs of fees, etc. "38. The Lieutenant - Governor in Council may adopt tariffs of fees and duties payable to the Board upon the matters submitted to it and the proceedings made before it.

Such fees and duties, as soon as collected, shall be transmitted to the Provincial Treasurer to be paid into the consolidated revenue fund.

RAPPORT DE LA RÉGIE AU PROCUREUR GÉNÉRAL

REPORT BY BOARD TO THE ATTORNEY-GENERAL

Rapport annuel. "39. Chaque année, dans le mois de décembre, la régie doit transmettre au procureur général, pour l'année expirée le trente juin précédent, un rapport contenant sommairement

a) les demandes faites à la régie et les ordonnances qu'elle a rendues depuis son entrée en fonction ou, selon le cas, depuis son rapport précédent;

b) le nombre, la nature et le résultat des enquêtes faites pendant la même période.

Elle doit, en outre, fournir au procureur général tout autre renseignement qu'il requiert.

Annual report. "39. Each year, during the month of December, the Board shall transmit to the Attorney-General a report for the year ended on the preceeding thirtieth of June and setting forth briefly

a. the applications made to the Board and the orders issued by it since its taking office or, as the case may be, since its last report;

b. the number, nature and result of the investigations made during the same period.

It shall, moreover, supply the Attorney-General with any other information he may require.

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

INFRINGEMENTS AND PENALTIES

Peine pour infraction. "40. Tout propriétaire d'entreprise de transport tenu d'obtenir l'autorisation de la régie et qui refuse ou néglige de se munir de cette autorisation, ou qui, l'ayant obtenue, exploite son service autrement que prescrit par la régie, ou qui enfreint de toute autre manière une disposition de la présente loi, d'une ordonnance ou d'un règlement de la régie,—commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus vingt-cinq dollars, pour la première offense; d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinquante dollars, pour la deuxième offense; d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars, pour toute offense subséquente; et, dans tous les cas, à défaut de paiement de l'amende et des frais,

Penalties for infractions. "40. Every owner of a transportation service, who is bound to secure the authorization of the Board and who refuses or neglects to procure such authorization, or who having procured it, operates his service in a manner other than that prescribed by the Board, or who, in any other manner, infringes a provision of this act, or an ordinance or regulation of the Board, commits an offence, and is liable, in addition to the costs, to a fine of not less than ten dollars and not more than twenty-five dollars in the case of a first offence; to a fine of not less than twenty-five dollars and not more than fifty dollars for a second offence; to a fine of not less than fifty dollars and not more than one hundred dollars for every subsequent offence; and, in all cases, in default of payment of

d'un emprisonnement d'au moins huit jours et d'au plus un mois.

the fine and costs, to an imprisonment of not less than eight days and not more than one month.

Peine pour
infractions.

"41. Lorsqu'il est établi devant la régie que le possesseur d'un véhicule automobile a subi au moins trois condamnations pour infractions à la présente loi, à une ordonnance ou à un règlement de la régie, celle-ci peut recommander au trésorier de la province l'annulation de l'enregistrement de tout véhicule automobile utilisé par le délinquant et qui a servi à la commission de l'une de ces infractions; et, dans ce cas, le trésorier de la province peut annuler, pour le temps qu'il juge à propos, l'enregistrement de ce véhicule automobile.

"41. Whenever it is established before the Board that the possessor of a motor vehicle has had at least three convictions for offences against this act, or against an ordinance or regulation of the Board, the latter may recommend to the Provincial Treasurer to cancel the registration of any motor vehicle used by the offender and which was used to commit one of such offences; and, in such case, the Provincial Treasurer may cancel, for such time as he deems expedient, the registration of such motor vehicle.

Penalty
for in-
fractions.

Procé-
dure.

"42. Dans toute poursuite pour infraction à la présente loi,

a) il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordonnance ou registre en possession de la régie; une copie ou un extrait, certifié par le secrétaire de la régie, fait preuve du contenu de l'original;

b) il est permis de poursuivre par une seule et même plainte plusieurs infractions à la présente loi, aux ordonnances ou aux règlements de la régie, commises par une même personne, pourvu que la plainte indique la date de chaque infraction et l'endroit où elle a été commise.

"42. In any prosecution for an offence against this act,

a. it shall not be necessary to produce the original of any book, document, ordinance or register in possession of the Board; a copy or extract, certified by the secretary of the Board, shall make proof of the contents of the original;

b. it shall be permissible to prosecute, on one and the same complaint, several offences against this act, the ordinances or regulations of the Board, committed by the same person, provided such complaint indicates the date of the offence and the place where it was committed.

Proceed-
ing.

Idem.

"43. Les peines prévues par la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire, suivant la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chapitre 29).

"43. The penalties provided by this act are imposed upon summary prosecution under Part I of the Quebec Summary Convictions Act (chapter 29).

Idem.

PROCÉDURE

PROCEDURE

Pouvoirs.

"44. La régie et les régisseurs entendent les parties et les témoins sous serment et ont les mêmes pouvoirs qu'un juge de la Cour supérieure pour les contraindre à comparaître devant elle et produire les livres, documents ou écrits qu'ils jugent nécessaires.

Sténogra-
phes.

Les sténographes officiels de la Cour supérieure sont compétents pour prendre et transcrire, sous leur serment d'office, les dépositions des témoins.

"44. The Board and the controllers shall hear the parties and witnesses under oath, and shall have the same powers as a judge of the Superior Court to compel them to appear before it and to produce all books, documents, or writings which they may deem necessary.

The official stenographers of the Superior Court shall be qualified to take and transcribe the depositions of witnesses under their oath of office.

Steno-
graphers.

Les huissiers de la Cour supérieure agissent comme huissiers de la régie et peuvent, sous leur serment d'office, faire rapport de leurs significations.

Bailiffs of the Superior Court shall act as bailiffs of the Board and may make returns, under their oath of office, of any service made.

Règles de procédure.

"45. La régie peut édicter les règles de procédure et de pratique qu'elle juge utiles à l'expédition des affaires qui lui sont soumises et à l'exécution de ses ordonnances.

"45. The Board may make such procedure and practice rules as it may deem useful for the expedition of the business submitted to it and the enforcement of its ordinances.

Homologation.

"46. A la demande de la régie ou de toute partie intéressée, une ordonnance de la régie peut être homologuée par la Cour supérieure du district où elle a été rendue ou de celui où est située l'entreprise de transport concernée.

"46. On the petition of the Board or of any interested party, an ordinance of the Board may be homologated by the Superior Court of the district in which such ordinance was made, or of the district in which the transportation service concerned is situated.

Sur requête.

La Cour supérieure homologue l'ordonnance, sur requête sommaire, dont avis doit être donné conformément aux règles de pratique de la régie, et sur production, au greffe de la Cour supérieure, d'une copie dûment certifiée de l'ordonnance.

The Superior Court homologates the ordinance upon summary petition, notice whereof shall be given in accordance with the Board's rules of practice and upon producing a duly certified copy of the ordinance in the office of the court.

Pas de contestation.

Nulle contestation ne peut être engagée sur cette demande.

No contestation may be made of such petition.

Exécutoire.

Après homologation, l'ordonnance est exécutoire comme tout autre jugement de la Cour supérieure.

After homologation, the ordinance is executory like any other judgment of the Superior Court.

Jurisdiction du juge.

Durant les vacances judiciaires ou hors terme, un juge de cette cour a la même juridiction que celle-ci pour les fins du présent article.

During the court vacations or out of term, a judge of such Court shall have the same jurisdiction as the latter for the purposes of this section.

Pas d'appel.

"47. Il n'y a pas d'appel du jugement prononçant l'homologation, mais l'ordonnance de la régie, homologuée ou non, est susceptible d'appel dans les cas prévus par l'article 48.

"47. No appeal shall lie from the judgment pronouncing such homologation, but the ordinance of the Board, so homologated or not, shall be subject to appeal in the cases provided in section 48.

APPEL

APPEAL

Décisions applicables.

"48. Les décisions de la régie sont susceptibles d'appel à la Cour du banc du roi siégeant en appel, mais seulement sur des questions de compétence ou de droit.

"48. The decisions of the Board are subject to appeal to the Court of King's Bench, sitting in appeal, but only on questions of jurisdiction or law.

Procédure.

"49. Cet appel est porté conformément aux règles du Code de procédure civile, sauf les dérogations qui suivent.

"49. Such appeal is brought in accordance with the rules of the Code of Civil Procedure, saving the following derogations.

Permission.

La partie appelante doit obtenir, d'un juge de ladite cour, la permission d'interjeter appel, sur requête signifiée aux par-

The appellant shall obtain, from a judge of said court, leave to appeal, upon a petition served upon the parties and the

ties et à la régie et produite dans les quinze jours de la décision de la régie, ou de son homologation si elle a eu lieu.

Délai. Cette requête doit être présentée au juge dans les huit jours de sa production.

Frais. Les frais de cette demande sont à la discrétion du juge.

Inscription. "50. Si l'appel est permis, il est porté au moyen d'une inscription produite au bureau du greffier des appels dans les huit jours du jugement autorisant l'appel.

Dispositions applicables. Pour le surplus, les dispositions du Code de procédure civile régissant le cautionnement et toutes autres procédures des instances en appel devant la Cour du banc du roi s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux appels interjetés en vertu des articles 48 et 49.

Interprétation. Pour les fins de ces appels, toute expression du Code de procédure civile désignant le protonotaire de la Cour supérieure signifie le secrétaire de la régie et toute expression désignant la cour dont le jugement est porté en appel signifie la régie.

Board and produced within fifteen days of the decision of the Board, or its homologation, if there be one.

Such petition shall be presented to the Delay. judge within eight days of its production.

The costs of such petition are at the Costs. discretion of the judge.

"50. If leave to appeal is granted, the Inscript- appeal is made by an inscription filed at tion. the office of the Clerk of Appeals within eight days after the judgment authorizing the appeal.

In other respects, the provisions of the Provi- Code of Civil Procedure governing the sions to giving of security and all other proceedings apply. in appeals to the Court of King's Bench shall apply, *mutatis mutandis*, to the appeals brought under sections 48 and 49.

For the purpose of such appeals, any Interpre- expression in the Code of Civil Procedure tation. designating the prothonotary of the Superior Court shall designate the secretary of the Board and any expression designating the court from whose judgment there is an appeal shall designate the Board.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Preuve. "51. Tout écrit ou document émanant de la régie, signé ou attesté par un membre ou le secrétaire de la régie, en sa qualité officielle, est authentique et fait preuve de son contenu, sans qu'il soit nécessaire d'en prouver la signature.

Exécution. "52. Le procureur général est chargé de l'exécution de la présente loi."

GENERAL PROVISIONS

"51. Any writing or document coming Proof. from the Board, signed or attested by a member or by the secretary of the Board in his official capacity, shall be authentic and make proof of its contents, without it being necessary to prove the signature thereof.

"52. The Attorney-General is en- Carrying trusted with the carrying out of this act." out.

Autorisations continuées. 2. Toute autorisation accordée, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, par la Régie provinciale des transports et communications, à un propriétaire d'entreprise de transport visée par l'article 2 du chapitre 16 des Statuts refondus tel qu'édicte par la présente loi demeure en vigueur, jusqu'à révocation par la Régie des transports, comme si elle avait été accordée par cette dernière en vertu dudit chapitre 16.

2. Any authorization granted prior to Authori- the coming into force of this act, by the zations continued. Provincial Transportation and Communication Board, to an owner of a transportation service coming under section 2 of chapter 16 of the Revised Statutes, as enacted by this act shall remain in force, until revoked by the Transportation Board, as if it had been granted by the latter under the said chapter 16.

Affaires
pendan-
tes.

3. Les procédures et affaires pendantes, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, devant la Régie provinciale des transports et communications, dans toute matière concernant une entreprise de transport au sens de l'article 2 dudit chapitre 16 seront continuées et terminées par la Régie des transports.

Dossiers.

Les dossiers relatifs à ces procédures et affaires seront transmis à la Régie des transports en conformité des instructions du procureur général.

S.R.,
c. 142,
a. 68, am.

4. L'article 68 de la Loi des véhicules automobiles (Statuts refondus, 1941, chapitre 142) est modifié en remplaçant, dans les deux premières lignes du paragraphe 3, les mots "La Régie des services publics peut à compter du 29 mai 1939" par les mots "La Régie des transports peut".

S.R., c. 11,
a. 3, am.

5. L'article 3 de la Loi du service civil (Statuts refondus, 1941, chapitre 11, édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 9) est modifié en remplaçant le sous-paragraphe *d* du paragraphe 7° par le suivant:

"*d*) de la Régie des transports, de la Régie provinciale de l'électricité et de la Régie des services publics;"

S.R., c. 13,
a. 45, am.

6. L'article 45 de la Loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, modifié par l'article 2 de la loi 7 George VI, chapitre 10, par l'article 2 de la loi 8 George VI, chapitre 9, et par l'article 6 de la loi 11 George VI, chapitre 16, est de nouveau modifié en remplaçant le sous-paragraphe *d* du paragraphe 9° par le suivant:

"*d*) de la Régie des transports, de la Régie provinciale de l'électricité et de la Régie des services publics;"

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

3. The proceeding and matters pending before the Provincial Transportation and Communication Board, at the time of the coming into force of this act, relating to any subject concerning a transportation service within the meaning of section 2 of said chapter 16, shall be continued and concluded by the Transportation Board.

Pending
matters.

The records respecting such proceedings and matters shall be transmitted to the Transportation Board in accordance with the instructions of the Attorney-General.

Records.

4. Section 68 of the Motor Vehicles Act (Revised Statutes, 1941, chapter 142) is amended by replacing in the first two lines of subsection 3, the words "The Public Service Board may from and after May 29th, 1939" by the words "The Transportation Board may".

R.S.,
c. 142,
s. 68, am.

5. Section 3 of the Civil Service Act (Revised Statutes, 1941, chapter 11, enacted by section 1 of the act 7 George VI, chapter 9) is amended by replacing sub-paragraph *d* of paragraph 7 by the following:

R.S., c. 11,
s. 3, am.

"*d.* the Transportation Board, the Provincial Electricity Board, and the Public Service Board;"

6. Section 45 of the Pension Act (Revised Statutes, 1941, chapter 13), enacted by section 6 of the act 6 George VI, chapter 14, amended by section 2 of the act 7 George VI, chapter 10, by section 2 of the act 8 George VI, chapter 9, and by section 6 of the act 11 George VI, chapter 16, is again amended by replacing sub-paragraph *d* of paragraph 9 by the following:

R.S., c. 13,
s. 45, am.

"*d.* the Transportation Board, the Provincial Electricity Board, and the Public Service Board;"

7. This act shall come into force on the date it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

Coming
into force.